

partout ; les expulsions sont effectuées grâce au concours de compagnies (Air France, Royal Air Maroc...) et de chaînes (Accor) qui possèdent des agences ; les rafles se font avec la complicité active des contrôleurs (RATP, SNCF...). Tous ont un visage, un nom, des adresses, et chacun peut à sa façon leur exprimer son dégoût.

Bien entendu, la loi n'étant qu'un instrument au service des puissants, ce n'est certainement pas en la respectant qu'on pourra avancer, pas plus qu'en se définissant contre elle : nos actes se mesurent *sans* code pénal, à l'aune de notre éthique et de nos perspectives enragées.

MÊME SI LE PROBLÈME des papiers ne se réglera que par l'abolition de toutes les frontières, même si les centres de rétention, comme les autres lieux d'enfermement (prisons, locaux de garde-à-vue, asiles psychiatriques, écoles, bagnes salariés...), ne seront détruits qu'avec la fin de l'autorité... n'attendons cependant rien ni personne. En chemin se rencontrent aussi des complices, parce qu'en s'attaquant à la liberté d'un individu, c'est à la liberté de tous qu'ils s'en prennent.

POUR BRISER LES CHAÎNES de la résignation et de la peur, peu importe *l'époque*, il est toujours la même heure. Il est plus que temps...

Des mutinés du vaisseau des morts
mars 2009

AUX INSOUMIS DE LA PACIFICATION SOCIALE



Pour nous contacter : mutines_vaisseaudesmorts@riseup.net

IL Y A DE PLUS EN PLUS D'INDÉSIRABLES dans le monde, d'hommes et de femmes pour qui cette société n'a prévu qu'un rôle, celui de crever. La société ne nous désire qu'ainsi : morts pour le monde ou pour nous-mêmes.

PARCE QUE L'EXPLOITATION, l'enfermement, le contrôle, l'isolement ou la domination ne sont pas que des mots, on peut se briser les os courbé sur une machine à coudre, comme derrière une chaîne de montage ; on peut tourner en rond dans une cage en attendant d'être ligoté dans un charter, comme compter les jours en attendant le prochain parloir derrière l'hygiaphone ; on peut aller chercher des mômes à l'école avec l'angoisse de se faire arrêter à la sortie, comme les y abandonner pour regarder tranquillement sa télé ; on peut s'entasser à dix dans une cave, comme on peut se croire chanceux dans une cage à poule ; on peut échapper à la rafle des flics pour retomber dans les filets de la communauté, comme on peut esquiver le contrôle de la BAC pour finir sous la coupe de ses grands frères ; on peut interpellé les petits voleurs en faisant le vigile, comme on peut dénoncer les incendiaires de poubelle de derrière sa fenêtre.

DANS CETTE GUERRE SOCIALE sans trêve, ce n'est pas notre misère commune, mais la vigueur avec laquelle nous la combattons qui nous permettra d'abattre ce système. Si nous nous sentons en l'occurrence solidaires des sans-papiers révoltés, ce n'est pas pour déverser un racket politique de souteneurs et créer un énième sujet politique qui serait vertueux de par sa condition. Et ce n'est pas non plus pour assister une *victime* en péril, à la façon des charognards humanitaires. Nous ne sommes pas *du côté* des indésirables, nous en sommes. L'entr'aide et la lutte ne peuvent ainsi se construire entre nous qu'à partir de bases de réciprocité et d'offensive.

QUAND ON NOUS VEND L'IMAGE de la mère de famille élevant seule ses six enfants, de l'honnête ouvrier qui œuvre – pourtant – à la bonne santé de l'économie nationale, de l'enfant séparé de ses parents mais

entouré de camarades de classe aimants, voire de l'universitaire reconnu jusque dans son bled, c'est la tactique du scandale qui pointe sa sale gueule de bonne sœur. S'indigner à grand renfort d'affect sur les “ bons sans-papiers injustement réprimés ”, c'est faire comme si l'occupation policière, les rafles, les camps, les expulsions, mais aussi les marchands de sommeil ou de sueur, étaient des “ dérives ” à rectifier. C'est oublier que c'est aussi une conséquence très *démocratique* d'un monde qui transforme tout et tous en marchandise.

L'OBJECTIF DE L'ETAT n'est pas de déporter tous les sans-papiers. Les exploiter par milliers permet en effet d'abaisser le coût du travail ici (dans la restauration, le BTP, la confection, la culture saisonnière) en imposant des conditions d'exploitation généralement cantonnées un peu plus loin. L'enfermement et l'expulsion d'une partie d'entre eux est un des moyens d'apprendre la peur et la résignation à tous.

CETTE TERREUR LÉGALE, la gauche, aussi bien que la droite, en porte la responsabilité dans une digne continuité de l'abjection. On ne peut donc pas, même inconsciemment, cautionner l'idée d'une “ gauche utile ” ou traîner à sa remorque. En somme, il ne s'agit pas de revendiquer une meilleure *intégration* (que ce soit à travers des papiers, un boulot ou un toit), mais plutôt, en développant des liens basés sur la liberté et la réciprocité dans une lutte sans médiation, d'arracher des moyens pour reprendre sa vie en main. Aucune *politique* ne pourra jamais se substituer au changement réel des rapports.

POURTANT, CE SYSTÈME n'est pas une grande machine abstraite qui nous laisserait uniquement la possibilité d'être écrasé ou d'y participer. Il est composé de mécanismes qui s'incarnent dans des hommes et des structures qui se trouvent à tous les coins de rue : les gestionnaires de la domination quotidienne – légale (administrations, banques, proprios...) comme illégale (mafieux ou négociants) – font de beaux exploités comme de belles balances ; les prisons sont construites par des entreprises (Bouygues, Eiffage...) qui possèdent des chantiers un peu